

*Le budget—M. Garneau*

Quoi qu'il en soit, monsieur le Président, avant de commencer mon exposé, parce que c'est certain que vu de la part de l'opposition on dira toujours que c'est une opinion partisane, que l'opposition est toujours contre le gouvernement... Alors avant de commencer, je voudrais, monsieur le Président, vous parler de trois réactions que les journaux de ce matin nous rapportaient. D'abord, du milieu des affaires, et si vous me le permettez, je vais lire le journal *La Presse* de ce matin qui disait ceci:

Les gens d'affaires donnent un «D» au ministre Michael Wilson, «D» comme déception et désappointement.

Le président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante trouve le budget Wilson terne et insignifiant. «C'est endormant et ça manque de *sex appeals*», renchérit le directeur général de la Fédération au Québec, Pierre Lauzier.

Voilà pour les réactions d'hommes d'affaires.

Monsieur le Président, je voudrais prendre les commentaires d'un *columnist* bien connu qui, évidemment, est souvent lu par les milieux financiers, M. Don McGillvray, dans le journal *Ottawa Citizen* de ce matin, où il titre sa colonne, sa réflexion, de cette façon:

• (1120)

[Traduction]

... «Cette fourberie fiscale déshonore Wilson». On y dit notamment:

Le budget de Michael Wilson sur les aliments vides fera peu pour nourrir les espoirs des conservateurs d'un revirement politique...

L'une des astuces consiste à demander aux employeurs d'envoyer l'impôt sur le revenu deux fois par mois au lieu d'une. Cela permet à M. Wilson d'emprunter 1,2 milliard de dollars sur l'année financière 1988-1989. Sans cette astuce, le déficit aurait été de 30,5 milliards de dollars.

L'ancien Mike Wilson, l'homme droit qui a mené une campagne maladroite mais honnête pour accéder à la direction du parti conservateur en 1983, aurait méprisé ce genre d'astuce.

[Français]

Monsieur le Président, les réactions d'hommes d'affaires, les réactions d'un observateur de la vie politique, en particulier en ce qui regarde ses orientations financières, et voici la réaction du ministre des Finances de la province de Québec. Pour la première fois, je crois, un ministre des Finances menace de poursuivre en justice le gouvernement canadien. J'extrait du journal *The Gazette* de ce matin ces propos:

[Traduction]

Le ministre des Finances du Québec, M. Gérard-D. Lévesque, a déclaré, hier, qu'il songeait à poursuivre le gouvernement fédéral, car son budget ne tient aucun compte des problèmes relatifs aux paiements de transfert aux provinces.

Selon lui, le gouvernement fédéral devrait respecter son obligation juridique, morale et constitutionnelle...

Il a ajouté qu'il avait espéré trouver dans le budget un indice révélant que le gouvernement fédéral avait l'intention de traiter le Québec de façon plus équitable.

[Français]

Monsieur le Président, trois opinions de trois groupes différents qui nous indiquent comment les Canadiens et les Canadiennes ont analysé, par le biais de personnes responsables, le Budget que nous avons eu hier.

Monsieur le Président, hier, dans le discours sur le Budget, le ministre des Finances mentionnait que la situation économique au Canada était, je peux prendre son expression, ou traduire sa pensée, saine, et à plusieurs égards, enviable.

Or, si on examine la situation des régions du pays, et qu'on voit l'écart croissant qui existe entre les riches et les pauvres, entre les régions des provinces Maritimes, de l'Ouest et du centre du Canada, on doit conclure que les conservateurs, dans leur politique économique, ont failli lamentablement à la tâche. Ce n'est pas aussi rose que le ministre le prétend et c'est ce que j'entends démontrer dans mon exposé d'aujourd'hui.

Tout d'abord, j'aborderai les inéquités régionales; je parlerai de l'écart grandissant entre les riches et les pauvres; j'analyserai les augmentations de taxes contenues dans ce Budget, de même que les augmentations cachées résultant des budgets antérieurs; je traiterai de la réforme fiscale et je ferai au ministre un certain nombre de suggestions en ce qui a trait à cette importante décision que le gouvernement doit prendre; j'aborderai la question des relations fédérales-provinciales, et je continuerai par une analyse de la politique commerciale, en particulier la politique du gouvernement du Canada face aux États-Unis, et je terminerai par une motion de blâme à l'endroit du gouvernement.

[Traduction]

Comme Charles Dickens l'a écrit dans le *Conte de deux cités*, «C'était le meilleur et le pire des temps». Je crois, en toute déférence, que ces paroles qui ont résonné au cours des siècles, ont une importance particulière pour de nombreux Canadiens à l'heure actuelle. L'élection du gouvernement, le 4 septembre 1984, devait marquer la naissance d'un nouvel âge d'or. Cependant, en réalité, c'est maintenant une période de rêves brisés et de promesses violées. Le gouvernement a choisi de s'en prendre à la masse pour donner à quelques privilégiés.

L'histoire montrera que le gouvernement a tourné le dos non seulement aux régions, mais également aux plus déshérités de la nation. En bref, la politique économique du gouvernement et plus particulièrement ses trois derniers budgets, notamment celui d'hier, montrent que pour les conservateurs, il y a deux Canada, celui des nantis et celui des défavorisés.

Examinons tout d'abord le chômage au Canada. Au plus fort de la récession mondiale de 1982, la pire depuis la Seconde Guerre mondiale, le taux de chômage au Canada se situait à 11 p. 100. En janvier 1987, au mois dernier donc, il s'établissait à 9,7 p. 100, soit une baisse de 1,3 p. 100. Est-ce de ce chiffre que le ministre des Finances (M. Wilson) tire sa fierté?

Après quatre années de relance économique mondiale, le Canada est encore bien loin du taux de chômage de 7,5 p. 100 qui existait avant la récession. De janvier 1986 à janvier 1987, on n'a créé au Canada que 115 000 nouveaux emplois, en chiffres nets. Cependant, un examen approfondi de ce chiffre pourrait peu élevé révélerait une tendance extrêmement alarmante. L'année dernière en Ontario, 127 000 nouveaux emplois ont été créés. Cela signifie que dans le reste du Canada, il y a eu une perte globale nette de 12 000 emplois. Je répète, une perte nette de 12 000 emplois dans toutes les provinces en dehors de l'Ontario, et plus exactement, en dehors du Golden Horseshoe.

Vous vous demandez peut-être, monsieur le Président, pourquoi nous avons, relativement parlant, si peu de nouveaux emplois. La réponse est simple. C'est dû largement au désastreux programme économique du gouvernement. L'économie canadienne souffre maintenant des conséquences des augmentations d'impôt énormes effectuées par les conservateurs qui, comme prévu, ont freiné le redressement économique dans tout